

hebdocommuniste des P.O.



chaque vendredi 2€

Le Travailleur Catalan l'hebd



STOP À LA GUERRE !

p. 8/9

2 € - N° 4107 - Du 13 au 19 mars 2026



Dimanche 15 mars : faites entendre votre voix !



Le vote démocratique et la guerre...



Treize jours après l'attaque des États-Unis et d'Israël sur l'Iran et les répliques de Téhéran sur les bases américaines au Moyen-Orient, les Français subissent déjà les conséquences économiques de la guerre. Dans les stations-service, les notes se font de plus en plus salées et une question brûle les lèvres : de combien mon plein d'essence va-t-il bondir ?

Les missiles tirés de part et d'autre dans la région touchent les bases militaires, les civils, mais aussi les infrastructures énergétiques et, par extension, l'économie mondiale, le principal enjeu étant la flambée des cours du pétrole et du gaz. Les peuples du monde commencent à en payer le prix fort, avec la spéculation sur les prix des carburants qui va tout renchérir, puisque nos économies sont basées sur le pétrole, depuis les carburants, les engrais ou les plastiques. Cependant les grands groupes pétroliers remplissent leurs caisses pendant qu'on tue à Beyrouth, à Téhéran ou à Tel-Aviv. Économiquement, le président états-unien n'a pas beaucoup à perdre dans ce conflit : Washington est excédentaire en gaz naturel et en pétrole. Il a en revanche beaucoup à y gagner.

Comme au Venezuela, la Maison-Blanche ne refuserait pas de mettre la main sur les stocks de Téhéran, d'autant que 80 % de l'or noir iranien est exporté vers le rival chinois. C'est donc pour orchestrer le marché à coups de missiles que le milliardaire partisan de la « paix par la force », aidé de son criminel partenaire de Tel-Aviv, bombarde allégrement le peuple iranien...

Certes le vote de dimanche ne mettra malheureusement pas fin à la guerre provoquée par des rapaces à la recherche de profits. Mais voter pour des listes ayant des exigences fortes de justice sociale et climatique et mettant en débat des propositions très concrètes pour protéger les habitantes et habitants et améliorer leur cadre de vie aura des conséquences importantes pour la vie quotidienne de chacune et chacun d'entre nous.

Les villes comme les petits villages sont des espaces démocratiques où peuvent se pratiquer des solidarités en actes et s'inventer de nouveaux communs à rebours des injonctions individualistes et des impératifs austéritaires portés par les libéraux de droite et d'extrême droite. Logement, éducation, santé, transports, petite enfance... Les communes sont en première ligne pour faire face au désengagement de l'État dans les territoires, pour faire face au démantèlement des services publics, pour faire face à la désindustrialisation et à la fragmentation toujours plus grande de notre société, pour faire face à l'extrême droite.

Dimanche, c'est à l'aune de ces analyses que nous choisirons le bulletin que nous glisserons dans l'urne.

Annonces

- **Lire la nature. Causerie et lecture proposées par l'Amie Bambulle et la médiathèque de Prades**
Samedi 14 mars à 10h – Rez-de-chaussée de la médiathèque de Prades, 33 rue de l'Hospice – Prades.
- **Projection « De la résistance à la résilience » un film de Marie-Monique Robin**
Samedi 14 mars à 15h – Cinéma Le Casino, 4 avenue du Dr. Bouix – Amélie-les-Bains.
- **Fraliberthé 66 tiendra un stand de vente de thés et infusions**
Vendredi 20 mars de 16h30 à 18h30 – Maison des communistes, 44 avenue de Prades – Perpignan (attention pas de CB comme moyen de paiement).
- **Printemps des Poètes. « Pas de Porte invite » Mireia Calafell**
Samedi 21 mars à 16h – Musée de la Musique, 14 rue Pierre Rameil – Céret.

#FREEGLEIZES **RSF**

CHRISTOPHE GLEIZES.
JOURNALISTE SPORTIF FRANÇAIS
CONDAMNÉ À 7 ANS DE PRISON.

SIGNEZ LA PÉTITION

Arrêté en mai 2024 alors qu'il effectuait un reportage sur les heures de gloire, dans les années 1980, la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), le journaliste sportif français indépendant, collaborateur des magazines So Foot et Society, purge une peine de sept ans pour « apologie du terrorisme ».

Le Travailleur Catalan soutient l'appel à la libération du journaliste injustement condamné.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0630 C 84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Viliert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador/ Olliprint
20 rue Marie Curie - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
PHR



Habileté à la parution
de vos **annonces**
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr



Presse

Contre les atteintes à la liberté de la presse Focus

L'Alliance de la presse d'information générale a dénoncé les récentes attaques contre la liberté de la presse.

Liberté de la presse : situation critique !



L'Alliance de la presse d'information générale, union de syndicats patronaux qui regroupe les éditeurs de quotidiens nationaux et régionaux et d'hebdomadaires régionaux d'information politique et générale a rappelé que, ces dernières semaines « la presse d'information a fait l'objet d'attaques récurrentes et croissantes », attaques verbales et agressions physiques contre des journalistes, dégradations sur des locaux, ...

Par exemple, le journal *l'Humanité* a été largement conspué par les pseudos féministes de Némésis au cours de leur manifestation du 8 mars, pour avoir révélé des échanges entre des membres de Némésis et un groupuscule néofasciste de Lyon, afin de tendre un « traquenard » aux militants antifascistes. Comme le souligne l'Alliance de la presse d'information générale, « en cette période électorale, les médias doivent faire face au quotidien à la polarisation d'un débat public, alimenté par une parole politique parfois violente et décomplexée ».

Un appel au respect de la liberté d'informer

Ces attaques contre les journalistes et la liberté de la presse sont d'autant plus intolérables qu'elles sont parfois le fait d'élus de la nation qui écartent des journaux de leurs collectivités, les dénigrent ou font pression sur les rédactions. La majorité des médias, par-delà leur orientation politique, analyse chaque jour l'action publique et collective, essaie d'en pointer de façon plus ou moins objective les dérives ou les mauvaises gestions et « contribue ainsi à la vie démocratique locale

et nationale, dans le respect de la place des élus, des partenaires sociaux, des acteurs de la société civile ». Par contre, relevons que la concentration de la presse entre les mains de grands groupes financiers (dont certains sont liés à la droite extrême) qui, faisant fi de la liberté des journalistes, imposent leur vision du monde, alimentent complotisme, fake-news, ne concourent pas au développement d'un débat démocratique serein.

Néanmoins, de telles agressions et de telles mises en cause des journalistes et de la presse ne sont pas admissibles. Ces excès, ces violences sont d'autant moins admissibles que l'opinion publique française, à 65 %, estime que la liberté de la presse est menacée. En conclusion, à quelques jours des élections municipales, l'Alliance de la presse d'information générale a demandé « à chaque candidat, responsable syndical ou associatif, un engagement clair : défendre publiquement la liberté d'informer et condamner toute forme de pression sur les journalistes. Car là où l'information disparaît, c'est la participation démocratique elle-même qui recule. »

R.G.

SUV CITROËN C3 AIRCROSS

DU 13 AU 16 MARS* : L'ESSAI QUI CHANGE TOUT

À PARTIR DE

199 € / MOIS⁽¹⁾

LLD 49 mois - 40 000 km
1^{er} loyer de 2 500 €



JUSQU'À
8
ANS
CITROËN.
WE CARE
GARANTIE

CITROËN avec TotalEnergies Modèle présenté : SUV C3 Aircross, Hybride 145ch, boîte automatique, MAX avec options, 306 €/mois aux mêmes conditions. (1) Exemple pour une Location Longue Durée (LLD) d'un C3 Aircross Turbo 100ch boîte manuelle YOU neuf, hors option. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/03/26 auprès du réseau Citroën participant. Sous réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR, loueur et SA au capital de 138 517 008 €, RCS Versailles n° 317 425 981, ORIAS 07 004 921 (www.orias.fr), 43 Rue Jean Pierre Timbaud 78300 POISSY. *Selon autorisation préfectorale et réseau participant. Citroën We Care : détails sur citroen.fr.



CITROËN

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

Perpignan



Dernière ligne droite

Meeting « ultralocal », événement animaliste, rencontres avec la population... Perpignan Autrement entend continuer à faire de la politique autrement.

L'avant-dernière semaine avant le premier tour, la liste *Perpignan Autrement* a initié des événements d'une tonalité originale qui ont marqué, un meeting ultralocal et un café citoyen animaliste. Les deux pointant des aspects qui tiennent particulièrement au cœur de Mathias Blanc et de ses colistières et colistiers.

Ultralocal ?

Pourquoi meeting ultralocal ? Parce que les élections des 15 et 22 mars sont des élections municipales dont l'enjeu est avant tout local. Façon de répliquer à ceux qui en font un scrutin national, prélude aux prochaines présidentielles. Ce rendez-vous se tenait au Vinochope, comble, dans une ambiance joyeuse, décontractée et musicale (avec le groupe Kill Bill). Sur les panneaux brandis par les militants, on pouvait lire « Rendez-vous notre élection » ou « C'est les municipales, pas les présidentielles », mais aussi « Aux arbres citoyens » ou « Budget participatif ».

Prenant la parole, Mathias Blanc a déclaré : « des dirigeants nationaux sont venus faire un tour à Perpignan puis sont repartis à Paris, laissant les Perpignanais avec leurs problèmes... Ce soir c'est Perpignan, le local, nous respectons le débat national, mais Perpignan n'est pas un marchepied. » Il a poursuivi : « personne ne doit se faire voler l'élection, nous voulons rendre l'élection aux Perpignanais... » précisant ensuite que *Perpignan Autrement* souhaitait faire vivre une vraie démocratie

en impliquant les habitants et notant que « c'est la seule liste qui veut décroisser la ville, réparer le lien social abîmé ».

Mathias Blanc a aussi insisté sur le fait que l'équipe a joué collectif dès le début, et que « *Perpignan Autrement* est à l'opposé d'une créature élaborée dans l'entre soi toulousain, en piétinant les militants d'ici. » La tête de liste a rappelé le sens de l'élection municipale de 2020 : le rejet du système Alduy-Pujol ; or, aujourd'hui, « on les retrouve dans plusieurs listes ». Il devait conclure : « nous disons aux Perpignanais : cette élection vous appartient ! »

Café citoyen animaliste

C'est au café restaurant Mabuhay qui sert une délicieuse cuisine des Philippines que s'est tenu un café-citoyen animaliste. Responsable du Parti animaliste et candidate sur la liste *Perpignan Autrement*, Isabelle Yvos a animé la rencontre. Échanges fournis et beaucoup de questions. Le constat aussi que la souffrance animale va souvent de pair avec la précarité, les difficultés de vie, d'où la nécessité de ce combat. Un combat qui est également essentiel à la planète. Un rappel aussi, la liste de Mathias Blanc est signataire du formulaire L 214 ou Charte de sauvetage du siècle qui demande la réduction de moitié des animaux tués pour l'alimentation et une option végétarienne quotidienne dans les cantines.

Nicole Gaspon

Elles et ils soutiennent *Perpignan Autrement* !

Ségoène Neuville,
ancienne députée des Pyrénées-Orientales, ancienne secrétaire d'État

Je soutiens Mathias Blanc et sa liste *Perpignan Autrement* ? Voter pour Mathias Blanc, c'est choisir l'espoir et non la résignation, c'est choisir l'avenir plutôt que le passé. Je connais bien Mathias ; élu maire, je sais qu'il transformera positivement et durablement la ville.

Georges Bartoli,
photoreporter

Originaire du quartier Saint-Jacques, je connais bien Perpignan. Aujourd'hui elle est dirigée par un délinquant admirateur de Trump qui entend poursuivre cette gestion calamiteuse. S'il vous plaît, ne confiez pas les clés de la ville à des aventuriers de la politique. Il faut voter local, pour des gens de terrain qui sont les candidats de *Perpignan Autrement*.

Renée Soum,
première femme députée des Pyrénées-Orientales

C'est avec conviction que j'apporte mon soutien à Mathias Blanc et à la liste *Perpignan Autrement*. En réunissant les socialistes, les communistes, les écologistes, les défenseurs de la cause animale et les citoyens fiers de notre identité catalane, cette union de la gauche est une véritable force de rassemblement.

Nicolas Garcia,
maire d'Elne, premier vice-président du conseil départemental



Café citoyen animaliste.

L'élection à Perpignan se jouera au second tour, voilà pourquoi le choix du premier tour est essentiel. *Perpignan Autrement* est une voix de gauche, progressiste, écologiste, animaliste, clairement positionnée qui parle à toutes les Perpignanaïses et tous les Perpignanaïses.

Édith Pugnet,
maire de Cabestany

Le projet territorial et les valeurs progressistes qui les animent seront autant d'atouts permettent de renforcer les liens indispensables qui unissent Perpignan et Cabestany, dans une intercommunalité de la coopération et de la solidarité.

Yvon Huet,
journaliste retraité

Perpignan a besoin de respirer. La liste *Perpignan Autrement* exprime autant la solidarité collective

que le besoin de liberté des citoyennes et citoyens de la cité. Je soutiens sans réserve Mathias Blanc et toute son équipe.

Éliane Le Dantec,
retraîtée de l'enseignement supérieur, spécialisée en sociologie du travail et de l'emploi

Je soutiens la liste *Perpignan Autrement* parce que celles et ceux qui la portent sont véritablement ancrés à gauche ; une gauche qui n'a pas renoncé à penser et promouvoir une possible transformation sociale, soucieuse de davantage d'égalité dans le respect des différences.

Voter pour des listes porteuses de valeurs sociales, démocratiques et de solidarité

Pour la vie quotidienne de chacune et chacun d'entre nous, le choix du maire et de l'ensemble du conseil municipal de sa commune revêt une grande importance. Avoir des élus qui veulent améliorer la vie des habitants, qui sont attachés à la défense des services publics, qui jouent le rôle de bouclier social

face aux inégalités qui se creusent, qui combattent l'austérité imposée aux collectivités locales par le gouvernement, qui refusent racisme et xénophobie, tel est l'enjeu du scrutin qui aura lieu dimanche prochain. Si nombre de listes ne précisent aucune inclination partisane précise, il n'en demeure

pas moins que dans un certain nombre de villes et villages, le choix est clair avec des listes porteuses de valeurs progressistes, dont certaines comportent d'ailleurs des militants de gauche. **La fédération du PCF 66, vous invite à voter pour les listes suivantes :**

Alénia
Baho
Banyuls
Bouleternère
Cabestany
Canet-en-Roussillon
Canohès
Cassagnes
Caudiès-de-Fenouillèdes
Céret
Claira
Collioure
Corneilla-del-Vercol
Corneilla-la-Rivière
Elne
Estagel
Fontpédrouse
Fosse
Ille
Lamanère

Jean-André Magdalou
Johanna Marin
Marie-Françoise Sanchez
Céline Basagana
Édith Pugnet
Nadine Pons
Christophe Climaco
Albert Delonca
Agnès Carrere
Michel Coste
Angélique Sorli
Guy Llobet
Christophe Manas
Aurélien Escoda
André Trives
Hugo Roquere
Michel Lloberas
Eddie Gimenez
Claude Aymerich
Gisèle Juanole

Llupia
Maury
Millas
Nyer
Ortaffa
Perpignan
Pézilla-la-Rivière
Prades
Rivesaltes
Saint-André
Saint-Estève
Saint-Félicien-d'Avall
Saint-Hippolyte
Salses-le-Château
Sorède
Sournia
Tautavel
Thuir
Toulouges
Vernet-les-Bains

Denis Deprade
Lola Beuze
Cécile Quintus
André Argiles
Marie-Pierre Sadourny
Mathias Blanc
Nathalie Piqué
Aude Vives
Laurianne Rawcliffe
Samuel Moli
Florent Marsal
Luc Tomas
Madeleine Garcia-Vidal
Jean-Jacques Lopez
Yvette Perriot
Éliane Jarycki
François Tixador
Stéphane Mestres
Michel Gaillard
Pierre Serra

Céret

Deux listes pour un tour

Céret est connu bien au-delà de notre département. Sous-préfecture de 8 000 habitants, sa notoriété n'est plus à faire. Il y a bien sûr le musée d'art moderne, les plasticiens et peintres illustres qui y ont résidé, les arènes et la tauromachie, le rugby, les cerises, le mimosa, le fameux marché du samedi et la ronde cérétane. Nichée au pied des Albères, traversée par le Tech et d'autres cours moins importants, la ville haute a gardé sa patine et tous ses attraits. Deux entreprises importantes s'y sont installées.

De nombreux projets



La liste conduite par le maire sortant Michel Coste présente de nombreux projets, malgré le cadre national de restrictions budgétaires : logements, cinéma, piscine, pôle santé, les arènes, l'Ehpad public, la citoyenneté... Nous avons demandé à Michel Coste et à un de ses colistiers, Thierry Labelle (PCF), d'en parler.

Michel Coste a d'abord évoqué l'avenir agricole et péri-agricole du Palau, cet espace agricole de plusieurs dizaines d'hectares situé à la droite du faubourg lorsqu'on arrive de Perpignan. « Les espaces du Palau, terres fécondes, verront naître plusieurs projets structurants liés aux productions locales, derrière les bâtiments de la brasserie Cap d'Ona. Un Agro-Parc, en quelque sorte, avec une maison des producteurs, un marché des producteurs où déjà une quinzaine d'entre eux se sont positionnés. L'espace sera autogéré. »

Et Michel Coste poursuit : « à l'étage, il y aura une pépinière d'entreprises agricoles et, derrière, un conservatoire des agrumes, comme un musée ». Pour conclure sur ce sujet, il y aura un centre sur l'art culinaire... Le Palau sera ainsi sanctuarisé. À propos de « l'étalement urbain », il précise : « à l'est, vers Maureillas, c'est fini.

Pas de lotissements supplémentaires. à l'ouest, du côté de l'ancienne gare, vers Amélie, un espace construit va voir le jour avec cent cinquante appartements, dont un tiers de logements sociaux, des commerces de proximité, une annexe de la mairie et un cinéma. Un effort de requalification est aussi programmé sur l'habitat ancien du centre-ville ». Enfin, le maire évoque la nécessité de renforcer les liens dans l'intercommunalité : « on a une intercommunalité forte. C'est une chance. Nous concernant, à Céret, la dette a nettement diminué pendant le mandat et nous avons une trésorerie assez solide ».

Thierry Labelle insiste alors sur quelques aspects : « divers gauche, nous sommes très axés sur la qualité des services publics. Nous affirmons un volontarisme particulier pour la jeunesse et l'exercice de la citoyenneté, sur le projet de centre de santé et, d'une certaine manière, sur le Pôle

Un seul tour !

Avec un scrutin concernant deux listes seulement, le résultat sera connu dès le soir du premier tour.

Le maire sortant, Michel Coste, souhaite poursuivre. Sa liste, largement issue du mandat précédent, avec des hommes et des femmes, élus bien identifiés et quelques nouveaux candidats, est prête depuis longtemps. Elle s'intitule « Pour Céret et le Vallespir, continuons ensemble », ce qui traduit, sans surprise, la volonté du maire et de ses colistiers de faire vivre l'ancrage dans le Vallespir. L'essentiel des délégations y est précisé. La volonté de mutualiser encore mieux les projets dans le cadre de la communauté des communes apparaît nettement et les projets sont clairement identifiés. Liste divers gauche, elle est composée de citoyens et citoyennes progressistes dont certains appartiennent à des formations politiques. Elle est officiellement soutenue par le PS et par le PCF.

Face à cette liste, François Brulé, revenu à Céret après quelques années hors du département, présente une liste « Céret à cœur », plus éclectique. Sans exagérer outre mesure, il multiplie les critiques fortes à propos du bilan et des projets de la liste sortante, parfois de façon assez violente, exprimant en même temps sa volonté de s'émanciper de la communauté des communes. Par exemple, lors du débat organisé par ICI Roussillon, il n'a pas hésité à mettre en cause l'épouse même du Michel Coste, laissant entendre un conflit d'intérêt à propos des logements sociaux. Malheureusement pour lui, ses informations étaient erronées et, lors de ce débat tendu, le maire actuel s'est réservé le droit de dénoncer les allégations devant les administrations compétentes.

M. M.

Banyuls-sur-Mer



Marie-Françoise Sanchez rassemble la gauche

À Banyuls-sur-Mer, Marie-Françoise Sanchez a répondu à de nombreuses sollicitations pour conduire une liste de gauche rassemblée. Elle a bien voulu répondre à nos questions.



Marie-Françoise Sanchez, tête de liste,
La gauche rassemblée.

Quelles ont été vos motivations pour monter une liste plurielle à gauche ?

L'idée de constituer une liste plurielle à gauche est née d'une volonté partagée de rassembler les forces progressistes pour répondre aux enjeux spécifiques de Banyuls. Nous ne pouvions pas nous résoudre à ce que sous pré-

texte de battre le maire, il se constitue une liste « fourre-tout » sans parti, qui évidemment nous excluait. Les candidates et candidats issus du PS, du PCF, des écologistes, du monde syndical et associatif ont souhaité unir leurs compétences et leurs expériences afin de porter un projet collectif, inclusif et adapté aux réalités du village.

Cette démarche vise à dépasser les logiques partisans pour privilégier la coopération, le dialogue et la construction d'une vision commune, fondée sur la solidarité et l'intérêt général. Ensemble, nous souhaitons mettre en avant des solutions concrètes, élaborées avec et pour les habitants, dans un esprit d'ouverture et de responsabilité.

Quels sont vos projets pour Banyuls ?

Nos projets pour Banyuls sont construits autour de deux grands piliers : la solidarité et l'environnement. Ils s'articulent autour du renforcement de la démocratie participative avec pour objectif de rendre la commune à ses habitants. Nous souhaitons élargir le pouvoir citoyen en mettant en place des outils innovants tels qu'un conseil des jeunes et un comité consultatif des aînés.

Nous créerons un Comité Economique Social et Environnemental Local (CESEL). En construisant et portant des projets, en amont,

les Banyulencs, les élus et les acteurs économiques et sociaux locaux établiront un rapport de force plus favorable à leurs intérêts au sein de l'intercommunalité. Nous instaurerons un budget participatif, allouant 3 % du budget communal à des projets de quartier ou thématiques, avec une attention particulière au premier projet dédié à la viticulture. La transparence et la démocratie seront au cœur de la gestion communale, notamment par une définition collaborative des ordres du jour des conseils municipaux et la co-construction du plan pluriannuel d'investissement avec les habitants, les associations et les acteurs économiques.

Vous vous battez chaque année pour que les saisonniers venant faire les vendanges soient bien accueillis et bien logés.

Pour les saisonniers hors viticulture, nous amplifierons la démarche de conventions avec des bailleurs privés. En ce qui concerne le logement des vendangeurs, en signant la charte du syndicat du *Cru Banyuls Collioure*, nous nous sommes engagés à travailler en concertation à la recherche de solutions. Dans l'urgence nous proposons d'installer containers et mobil-homes sur une parcelle communale dotée de l'électricité et de sanitaires.

Propos recueillis par Dominique Gerbault

Apolitique, un non-sens

À l'heure où les élections municipales vont avoir lieu, de nombreuses listes de candidats sollicitent les électeurs avec des appellations pouvant masquer la présence d'appartenances cachées, dont celle « d'apolitique ».

La véritable définition du mot « *apolitique* » couvre : ce qui concerne la gestion des affaires publiques, une stratégie ou une activité publique, la dimension fondamentale du vivre-ensemble et du pouvoir. La politique désigne, de manière plus large, l'ensemble des processus par lesquels s'exercent le pouvoir et la prise de décision collective, la dimension fondamentale de l'existence humaine liée à la vie en communauté. La politique est l'art de gouverner une société, un État ou une collectivité, en prenant des décisions collectives et en arbitrant entre des intérêts divergents. L'apolitique est donc, par définition la négation de tout cela, la négation de l'organisation de la gestion et des affaires publiques.

Comment peut-on gérer une commune en étant apolitique ?

En réalité les « *apolitiques* » veulent cacher leurs choix de gestion. Par exemple, l'eau publique ou privée requiert une orientation, à savoir nourrir des actionnaires ou investir dans les réseaux et dans les hommes et femmes qui les entretiennent. Le cacher, c'est donc



vouloir répondre aux intérêts privés contre ceux de la population. Assumer la gestion communale nécessite une prise directe sur les besoins de la population, et cela n'est aucunement l'affaire de compétences ou d'expert, mais bien le travail d'un collectif avec un vrai fonctionnement démocratique. Les objectifs de renforcement des services publics pour accompagner les personnes isolées, ceux privés d'emplois, les abandonnés du numérique donneront le tempo du sens politique de la liste. Celle qui proposera de développer dans le cadre de l'intercommunalité les transports en commun donnera un signe positif pour

diminuer le réchauffement climatique. Ce que veulent les électeurs c'est du concret, du factuel en arrêtant de prendre les citoyennes et citoyens pour des benêts.

Ainsi il ne peut être question que nos impôts servent uniquement à installer telle ou telle entreprise, mais bien, à l'heure où l'État ne cesse d'affaiblir les collectivités, à mettre en place un bouclier social pour la population. Une liste se doit d'afficher un programme clair. Question de respect des engagements, des citoyennes et des citoyens.

D. G.

Moyen-Orient

Un criminel embrasement

Depuis quinze jours, Trump et Netanyahu, en piétinant le droit international, ont allumé la mèche d'un conflit qui peut conduire le Moyen-Orient au chaos. Face à ce forfait, la plupart des pays européens, dont la France, restent criminellement apathiques.

Depuis le 28 février, le monde assiste à une nouvelle escalade guerrière menée conjointement par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, puis le Liban. Alors que tout le Moyen-Orient subit les feux de l'embrasement, les chancelleries occidentales comme la grande presse ne désignent ce dangereux moment que sous les vocables de « frappes », « d'attaques », « d'échanges de missiles » en proscrivant les mots « guerre » et « agression ». Comme toujours avec la guerre, vient la guerre des mots pour stériliser toutes actions contre la guerre.

Un crime d'agression internationale

Après avoir torpillé, au début de son premier mandat, l'accord international sur le nucléaire iranien de 2015, Trump a sapé ses propres pourparlers avec Téhéran, trois jours avant un nouveau rendez-vous. Nous sommes donc ici face à un crime d'agression internationale de même nature que celui commis par la Russie contre l'Ukraine. Certes, nul ne va pleurer la mort d'Ali Khamenei, cet autocrate assassin qui était au pouvoir à Téhéran. Mais tuer un chef d'Etat par bombardement n'est pas un acte de justice, c'est un acte de guerre qui foule aux pieds le droit international et ouvre la porte à l'escalade et à un chaos généralisé... Ce qui s'est passé n'est pas une « libération » spontanée du peuple iranien, dont les aspirations n'ont jamais intéressé Trump. C'est une opération militaire massive et illégale, menée par les États-Unis et par Israël – deux puissances qui ont déjà un lourd bilan en matière de violations des droits humains et d'ingérences sanglantes. Comment ne pas avoir la nausée en entendant Trump lancer aux Iraniens : « *l'heure de votre liberté est à portée de main* » au moment même où ses missiles détruisaient une école de filles, tuant plus de 100 enfants ?

Les buts inavoués de Trump

Ce qu'attendait Trump pour justifier sa décision, c'était la moindre provocation iranienne pour mettre en avant la nécessité de protéger Israël. Et le soi-disant soutien au peuple iranien n'est qu'une mauvaise comédie pour cacher que cette agression était prévue de longue date, comme l'a reconnu le ministre israélien de la Défense. Cette provocation tardant à se produire, Netanyahu l'a anticipée par ses « frappes préventives » sur le « guide suprême ». Nous assistons donc au retour de cette fallacieuse « guerre préventive » comme en Irak en 2003 ou en Lybie en 2011, où le monde entier a pu voir à quoi peut conduire la prétention d'« exporter la démocratie » à coups de bombe.

En fait, sous prétexte de « menace existentielle » (programmes nucléaire et balistique iraniens), Washington et Tel-Aviv ne cherchent qu'à démanteler un État qui n'est pas dans leur zone d'influence. Cette guerre est un prolongement direct du génocide en cours à Gaza, où Israël, avec le soutien inconditionnel des États-Unis, continue son entreprise d'apartheid et de colonisation en Cisjordanie et de génocide à Gaza. L'Iran a riposté et, comme toujours, ce sont les populations civiles qui paient le prix fort pour le plus grand profit de ceux qui vendent

Quelle connerie, la guerre !



des armes et qui spéculent sur le pétrole. Ce qui est aussi visé, ce sont les chaînes d'approvisionnement de la Chine, sachant que l'une des principales « nouvelles routes de la soie » passe par le Moyen-Orient et notamment par Téhéran.

Le honteux silence de l'Europe

Ceux qui poussaient des cris d'orfraie lorsque Trump a menacé le Groenland tout en applaudissant l'ingérence américaine au Venezuela restent silencieux sur cette nouvelle agression. Il n'y a pas un « bon » impérialisme lorsqu'il s'attaque à l'Iran et un « mauvais » lorsqu'il menace l'Europe. C'est le même impérialisme états-unien qui ne cherche qu'à soumettre par la voie militaire ou par l'ingérence électorale, pour s'assurer d'avoir des dirigeants dociles intégrés dans la grande alliance néofasciste réunie sous le label de « Conseil de la paix ».

La France et l'Union européenne, muettes ou complaisantes, doivent rompre avec cette soumission atlantiste. Pensons-nous vraiment qu'il suffit de demander une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, et de condamner l'escalade militaire ? Cet abandon du droit international en rase campagne par la majorité des pays européens constitue une insulte à l'histoire pour des pays qui ont contribué à la construction de ce droit.

Solidarité avec les peuples

Face à cette nouvelle escalade impérialiste, l'opposition à la guerre et la solidarité avec les peuples opprimés, qu'ils soient iraniens, palestiniens, libanais ou yéménites, sont plus que jamais nécessaires. Et la seule espérance pour le peuple iranien, ce n'est ni la survie du régime des mollahs ou de leurs successeurs autoproclamés, ni le retour du chah, c'est celle d'une transition démocratique interne, portée par les Iraniens eux-mêmes et non par des bombes larguées depuis des F-35.

René Granmont

Macron

Une fuite en avant nucléaire

Le président de la République a annoncé un virage dangereux et irresponsable dans la politique de dissuasion nucléaire de la France.

C'est à l'île Longue, base des sous-marins nucléaires français, qu'Emmanuel Macron a développé le concept de « *dissuasion avancée* », rendant possible le positionnement de forces aériennes stratégiques françaises en Europe et permettant à d'autres pays européens de participer à des exercices nucléaires « *en pleine transparence avec les États-Unis et en coordination étroite avec le Royaume-Uni* » et en coopération étroite avec l'Allemagne. C'est un changement de doctrine stratégique imposé par la volonté guerrière du président de la République, sans consultation du Parlement.

La réaction du PCF

Le PCF a vivement réagi en s'opposant à cette forme d'euphémisation de l'arme nucléaire française. C'est tourner le dos à une défense nationale indépendante et c'est se soumettre via le Royaume-Uni à l'OTAN,

bras armé des USA. Emmanuel Macron, durant 50 minutes de discours, n'a rien dit d'une action diplomatique indépendante de la France pour la paix et le droit international, première composante d'une politique de défense. Le Parti communiste français a rappelé son attachement à une politique de défense nationale et populaire, indépendante et souveraine, outil d'une politique de paix, placée sous le contrôle de la nation, mise au service exclusivement de la défense du peuple français, avec un outil de défense proportionné et modernisé, y compris en ce qui concerne la dissuasion nucléaire. Le PCF appelle le gouvernement à jouer un rôle actif et indépendant lors de la prochaine conférence d'examen du TNP (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires) à New-York en faveur d'un processus de désarmement nucléaire progressif, multilatéral et négocié conforme au droit international.

Jacques Pumaréda



Un sous-marin parapluie ? On n'arrête pas le progrès

C'est lundi dernier 2 mars que le président Macron nous a lancé cette bonne nouvelle : il va augmenter le nombre des têtes nucléaires dont se compose notre arsenal (190 aujourd'hui, d'après *L'Indépendant* du lendemain) non sans préciser qu'un seul sous-marin nucléaire français possède l'équivalent de mille fois la puissance de la bombe d'Hiroshima.

C'était pour moi l'occasion de jeter un œil sur quelques-uns des médias à ma portée, en papier ou sur le web, pour y voir, ou pas, apparaître la métaphore du parapluie. Ça n'a pas raté : elle est chez *Cnews*, elle est dans *La voix du Nord* : « *la France rehausse son arsenal nucléaire et ouvre son parapluie à des alliés européens* », et dans *L'Humanité* aussi, hélas, dans un contexte non quelconque : un entretien avec Jean-Marie Collin, directeur d'ICAN-France (Campagne Internationale pour l'Interdiction de l'arme Nucléaire) où je lis que le discours macronique « *s'inscrit dans une volonté d'étendre le parapluie nucléaire français* ».

Donc je peux conclure que cette assimilation de cet arsenal à un parapluie s'est gagnée une pleine légitimité, même et y compris chez celles et ceux dont les yeux sont ouverts sur le destin qu'une guerre nucléaire promettrait au genre



générée par IA

humain. C'est un grand succès dont peuvent se féliciter ces puissances maléfiques, qui ont su créer assez d'accoutumance à la doctrine de la dissuasion pour que la criante impropriété de cette métaphore passe inaperçue. Nous savons tous, pourtant, qu'un parapluie n'est pas fait pour empêcher la pluie de tomber, mais seulement pour épargner ses inconvénients au porteur de cet accessoire. Qu'est-ce qui mettra l'humanité à l'abri, si ces bombes

tombent ? « *Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur du monde* ». C'est une pensée de Camus dont la référence est trouvable sur le web en quelques clics. Est-ce un hasard si ce même Camus publiait ceci au lendemain d'Hiroshima : « *ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison* » ?

J.P. Kaminker, militant pacifiste et communiste.

Le Travailleur Catalan l'hebdo



Abonnez-vous
au numérique pour
5,50€/mois



Conseil départemental

Trois semaines pour promouvoir les droits des femmes

Vingt-deux jours, quarante événements, cinquante-cinq partenaires, des chiffres qui disent la dimension des semaines des droits des femmes initiées par le Département.

C'est Françoise Fiter, vice-présidente du Département, qui accueillait la presse et les partenaires des *Semaines des droits des femmes* afin de dévoiler les contours de la 17^{ème} édition de la manifestation. Elle rappelait le sens de ces semaines : « *promouvoir les droits des femmes, une nécessité en cette période où, en dépit de MeeToo et de la parole libérée, se développe un masculinisme radical qui est une réelle menace pour la sécurité publique* ». L'élue se félicitait ensuite de la multiplicité des événements lors de ces semaines comme du partenariat mis en place.

Notamment avec l'Éducation nationale, la Mission égalité, l'institut Jean Vigo, des juristes, LGBTQ+, Passer-elles... Au programme, spectacles, expositions, conférences, ateliers, activités, films... Le tout en de multiples lieux du département, écoles, collèges, Palais des Rois de Majorque, hôtel du département, Castillet... À noter, également, les 13 et 14 mars les quatrièmes rencontres du livre féministe et lesbien à la Maison de la Catalanité, et même, une rifle féministe à Maury. Un programme conséquent à retrouver sur le petit livret rose largement diffusé ou sur ledepartement66.fr.

N. G.



Une manifestation très suivie

À voir l'impressionnant cortège de ce 8 mars à Perpignan, on se disait que le combat pour les droits des femmes mobilise. À juste titre, l'égalité est encore loin d'être gagnée, notamment sur le plan salaire-emploi, les violences augmentent, et, surtout, thème fort de la journée, l'extrême droite menace. Car, avec l'extrême droite, c'est une régression phénoménale des droits des femmes dans tous les domaines.

La mobilisation de ce dimanche 8 mars, puissante, mixte et colorée, faisait d'autant plus chaud au cœur. Bien entendu les candidates et candidats aux élections municipales étaient au rendez-vous, enfin, pas celles et ceux de droite et d'extrême droite. L'occasion de montrer que la question des droits des femmes figure dans certains programmes, pas dans tous.

La manifestation se concluait devant la préfecture avec des prises de paroles d'une responsable du collectif droits des femmes et de Karine Tartas pour la CGT. Toutes pointant le chemin qu'il reste à parcourir vers l'égalité et la reconnaissance des droits.

N.G.

Augmentation des frais de régularisation pour les étrangers

Le 2 février 2026 le Parlement a adopté le volet de la Loi de Finance concernant l'augmentation des timbres fiscaux dus par les étrangers régularisés.

Les étrangers rapportent de plus en plus ! À compter du 1^{er} mai 2026, non seulement les taxes existantes pour obtenir une carte de séjour augmentent fortement, mais de nouvelles taxes sont créées. Le montant du timbre fiscal pour un premier titre de séjour passe de 200 € à 300 €, auquel s'ajoute le « *droit de visa* » qui passe également de 200 € à 300 €. Les frais administratifs qui se montaient à 25 €, passent quant à eux à 50 €. Autrement dit, une personne régularisée doit désormais déboursier 650 € au lieu de 425 € jusqu'ici. Somme exorbitante pour

une personne qui, jusqu'à sa régularisation, n'était pas autorisée à travailler et n'avait droit à aucune aide sociale. Certains d'ailleurs ne parviendront pas à obtenir leur titre faute d'argent malgré une décision favorable. Il faudra par ailleurs qu'ils s'acquittent annuellement de 200 € pour renouveler leur titre. Les autorisations provisoires de séjour accordées notamment aux parents d'enfants malades, jusque là gratuites, coûteront désormais 100 €. Les naturalisations, de plus en plus rares depuis la loi Darmanin, passent de 55 € à 255 €.

Pour les étudiants, le titre de séjour passe de 50 € à 100 €. À cela s'ajoute la suppression des APL et les frais d'inscriptions universitaires multipliés par dix (4 000 € pour un master !). Ces augmentations interviennent dans un chaos administratif tel (bugs informatiques, absences de réponse, demandes abusives de pièces, etc) qu'elles constituent un réel frein au droit au séjour pour des personnes qui y ont pourtant été admises. C'est ce que l'on appelle une terre d'accueil.

A.-M. D.

annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales

GISMAR

Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros
520 374 166 RCS LA ROCHE-SUR-YON avis de transfert de siège

Aux termes d'une décision en date du 16 février 2026, l'associé unique de la Société à responsabilité limitée GISMAR a décidé de transférer le siège social du 13, rue des Camélias, 85600 BOUFFÈRE au 671 Camp de l'Abat, 66150 ARLES-SUR-TECH à compter du 16 février 2026, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LA ROCHE-SUR-YON sous le numéro 520 374 166 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN.

Gérance : Monsieur Gustavo BOBEFF, demeurant 671 Camp de l'Abat, 66150 ARLES-SUR-TECH.

Pour avis
La Gérance

Pierre Sémard fusillé

La CGT cheminots
tire les leçons de l'histoire

Chaque année, en mars, le syndicat CGT rend hommage à ce grand syndicaliste, communiste, assassiné par les nazis. Il était le responsable national du syndicat CGT des cheminots.

Engagé dans la résistance très tôt, avec ses camarades qui ont tant fait pour libérer la France de l'occupant nazi, menant la très fameuse bataille du rail, il fut, comme 8

938 autres cheminots, victime de la barbarie sur son sol. 1 157 autres sont morts en déportation et 15 977 furent blessés pendant les combats.

Le contexte et les leçons
pour aujourd'hui

Le porte-parole Mika Meusnier, devant le monument aux morts et une quarantaine de participants a évoqué le contexte et a mis en garde : « *Partout dans le monde, l'extrême droite gagne du terrain (...)* » et, plus loin : « *À l'échelle du monde, le séisme états-unien, ses initiatives violentes et guerrières commencent à produire des bouleversements économiques, des désastres humanitaires, et des blessures environnementales de long cours* ». L'orateur évoquait ensuite la



France, et Louis Aliot pour qui « *les syndicats sont les croque-morts du monde économique et du travail, ils ne servent à rien* » et pour qui le droit de grève devrait être

sérieusement « *repensé* ». De quoi satisfaire une partie du grand patronat qui, chacun le sait maintenant, a choisi son camp pour les années à venir. Pierre Sémard a aussi été emprisonné pour avoir combattu la guerre coloniale au Maroc. « *Pacifiste, internationaliste, il nous laisse un héritage que nous avons le devoir de faire fructifier* ». Mika détaillait ensuite les conséquences des guerres, le tribut que paient les peuples de tous les pays, l'enrichissement des industriels de l'armement, la collusion entre les milliardaires et les extrêmes droites du monde. Il concluait : « *oui, honorer la mémoire de ce combattant n'a rien d'archaïque ou de passéiste, comme certains pourraient le laisser penser* ».

Michel Marc

Les femmes qui lisent sont
dangereuses

C'est lundi après la manifestation du 8 Mars que Nicole Rey a présenté sa lecture du texte de Laure Adler sur les dangers qu'ont souvent ? toujours ? représentés les femmes qui lisent. Elle l'a fait au Conseil départemental des P.-O. dans le Hall Guy Mallé, pour Loisir Solidarité Retraite.

Les femmes ont longtemps été invisibilisées dans leur activité de lecture. Le sacré, la religion étaient des voies d'accès étroites qui ne leur permettaient pas de prendre la dimension véritable des œuvres. Elles étaient exclues d'une pratique qui les empêchait de faire un véritable apprentissage de leur liberté. Il a fallu attendre le XVIII^e siècle pour qu'elles puissent avoir accès à une véritable révélation culturelle grâce à l'Encyclopédie. La lecture devenait un outil pour refaire le monde, pour prendre conscience de leur originalité. Elle les ouvrait vers l'intime et devenait ainsi une véritable initiation à la vie. Les auteurs du XIX^e vont s'engouffrer dans cette brèche. Ainsi Flaubert avec son « *Lisez pour vivre* », avec une Emma Bavory miroir des femmes. Les femmes devenaient des lectrices qui progressivement s'attaqueront à toutes les lectures, y compris les plus difficiles. Ainsi Marilyn Monroe nous ouvrant les portes d'Ulysse. Il y a des dangers qui ont été surmontés.

Jean-Marie Philibert



Les cinc arques Capitòl 6 (4)



Home, és clar que és pesat; recorda com anava abans per als que tenien diabetis, sempre amb una pompa d'insulina, devia ser una cosa semblant, i ho acceptaven, que els hi agradés o no...

- No vindrà un dia que n'estaràs cansat fins al punt de decidir triar l'?

- Que vols dir, triar?

Acceptar un xip?

- Això no és triar, per triar hi ha d'haver almenys dues opcions. Quina és la segona?

- Per què no quedar-te aquí? No penso pas que tinguis menester de molts recursos per viure. Podries fer com l'Helena, i continuar algunes feines que se poden fer per Internet. Com nosaltres baixant de tant en quant per avall...

- Potser que finalment me sento més lliure dins del món de baix, malgrat les seves restriccions. Mai no he pogut quedar-me gaire temps dins d'un partit polític, un sindicat o finalment un grup humà constituït, perquè m'és massa difícil compartir la "Il·lusió grupal": soms nosaltres els que tenim raó, els millors, i els altres són potencialment els nostres enemics... me recordo unes eleccions, fa anys i panys, en un meeting del líder de llavors; feia un d'aquells discursos com en sabia, exaltant un públic de partidaris; jo eri assegut al seu costat a la tribuna, i al meu veï feia voleiar una bandera, cridant "unitat, unitat" amb uns salts de cabrit i els ulls plens de llàgrimes... i jo sentint amb tristesa que no feia per mi... me seria massa difícil de me fondre dins de la vostra Il·lusió grupal... bé, lo que espero és que

tu, justament, escapis a aquest ambient.

- Jo també, ho espero! Recorda que quan vàrem arribar aquí, l'Helena i jo només volíem viure més tranquils, un xic allunyats del tipus de vida que s'anava fent. Durant la primera quinzena d'anys, tots els que varen arribar tenien més o menys les mateixes idees, amb més o menys romàntics i amics de la naturalesa, és clar, però sense excés, jo diria. Malauradament, les coses s'han anat accelerant aquest últims temps, això fa que el risc que això s'imposi com a totalitarisme esdevé possible... però justament, si gent com tu venen, la cosa pot anar d'una altra manera... a més sempre has tingut capacitats per convèncer...

- Alguna capacitat potser, si ho dius! Però tu ets capaç d'anar mes enllà, d'encapçalar una lluita... i de fet sempre t'ha agradat de governar!

- Mentre tu ets adepte de la fórmula de Ludovic Massé, ja ho sé: "ser a davant, o si no al marge"! No siguis caricatural. Vaja!, rumia-t'ho...

- Ah! Ah! Promès! Però, espera, Que jo vingui a viure aquí, ja m'has dit que seria una opció. Ara, estimat i tossut amic meu, que l'Helena i tu torneu a viure enmig dels sers humans de la resta del món, és quelcom que no es pot considerar? Després de tot, es veu, i me n'alegro, que encara te queda un tros de cervell. Si el camí que segueix la vostra comunitat no te convé... aleshores per què quedar-vos aquí? O és una qüestió impertinent?

- És una qüestió absolutament pertinent... per la llum potser... les llums més aviat, les de cada moment del dia i de cada dia de l'any...

C&C



LE P.O.T Rando' Club¹ vous propose

Dimanche 15 mars 2026, Sant-Estève-des-Campilles.



Villefranche-de-Conflent, un verrou entre le Roussillon et la Cerdagne. Ayant eu une vie avant Vauban et connue pour son célèbre train jaune, cette cité, vouée jadis à la défense du territoire, est désormais inscrite par l'UNESCO au patrimoine mondial des œuvres d'art.

C'est vers l'an 1090 que la ville a été fondée selon une charte rédigée par le comte de Cerdagne Guillem Ramon. Elle est judicieusement bâtie au débouché des vallées de Cornellà et de Fuillà, à l'endroit où la vallée de la Têt est enserrée entre deux parois quasiment abruptes. Un lieu stratégique de première importance où le chemin montant vers le haut Conflent se confondait longtemps avec la rue principale de la ville.

Le village se nomme Villa Libera ou encore Villa Francha, ce qui signifie que les habitants sont exonérés de toute servitude.

Au XIII^e siècle, de ville comtale, elle passe à ville royale, voyant encore augmenter ses privilèges et, par conséquent, sa population. Vers 1350, devenue la capitale de la Viguerie du Conflent, elle compte 341 feux, soit environ 1 500 personnes, un record qui ne sera pas égalé. On dénombre parmi les habitants des artisans appartenant à tous les corps de métier et des marchands, surtout des drapiers... les draps de Villefranche ayant une excellente réputation.

L'enceinte fortifiée que nous voyons aujourd'hui remonte, pour ses parties les plus anciennes, au XIII^e siècle. L'originalité de cette enceinte est de comporter deux chemins de ronde superposés : l'un à hauteur du second étage des maisons, voûté en plein cintre, circule dans l'épaisseur des murs ; l'autre, au sommet de celui-ci, est couvert par une toiture en ardoises. Ceci concerne les fronts est, sud et ouest ; la quatrième au nord n'a qu'un cheminement à ciel ouvert dominant la rivière.

Des précisions sur la randonnée :

Durée : 4h30. **Dénivelé :** 650 m. **Difficulté :** moyen. **Conditions :** licence annuelle 40€. **Repas grillade :** apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h30 au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Pour se renseigner, téléphoner à Jean-François au :

04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05.

(1) Le Perpignan Omnisports des Travailleurs, association affiliée à la F.S.G.T.

Livre

Des femmes sortent de l'ombre

Faire connaître celles dont on ne parle pas, valoriser leur contribution à l'économie du territoire, enrichir leur histoire et leur héritage, tels sont les objectifs de ces « Portraits de femmes catalanes ».

Sorti opportunément à la veille du 8 mars, *Portraits de femmes catalanes* (De la conquête du travail à l'émancipation) est un livre indispensable. Au travers des portraits de vingt-quatre femmes d'ici, il décrit des parcours de vie qui s'inscrivent dans l'histoire d'un territoire. Entre travail et gestion du foyer, les femmes jouent un rôle clé. C'est tout à l'honneur de Mireia Falguès des éditions Trabucaire d'avoir édité le livre, c'est tout à l'honneur de Francine Caballé, Marie-Ange Falguès, Hélène Gumbau et Éliane Le Dantec de l'avoir écrit. Les trois premières ayant fait et rédigé les interviews, la dernière, sociologue, en ayant réalisé la mise en perspective.

Une première présentation en avait lieu samedi dernier au siège des éditions Trabucaire en présence de plusieurs des femmes interviewées. L'occasion pour les auteures d'expliquer leur démarche, entreprise depuis 2021.

Marie-Ange : « nous avons cherché des personnes représentatives que nous avons choisies au hasard. Notre cahier des charges demandait des femmes travaillant dans des métiers moins bien payés que les hommes, féminins ou non.

Au fil des interviews, ces femmes ont appris à se connaître. »

Hélène : « un choix empirique, par le bouche à oreille, des femmes qui vivent ici. Le point de départ étant le métier, façon de rappeler le passé industriel des P.-O. Des femmes qui ont contribué à la dynamique du département, mais aussi les freins rencontrés en tant que femmes. »

Francine : « au cours des interviews, j'ai souvent été submergée par l'émotion, touchée par la spontanéité et la modestie de ces femmes, qui, au départ, ne se considéraient pas comme intéressantes ! »

Éliane : « sans être moi-même sur le terrain, j'ai très vite vu l'intérêt sociologique de ces enquêtes qui traversent quatre groupes générationnels. C'est un travail sur la parole autour des questions comme ce que c'est



De gauche à droite Marie-Ange Falguès, Hélène Gumbau, Francine Caballé et Eliane Dantec.

d'être femme, comment ça été difficile de s'affirmer comme femme, mais aussi les difficultés d'insertion, les agressions psychologiques, sexuelles... »

Nicole Gaspon

Portraits de femmes catalanes. De la conquête du travail à l'émancipation. Ed. Trabucaire 17€.

Une présentation du livre par ses auteures aura lieu fin mai début juin dans le cadre de l'UPTC.

Festival

Musique en fête



La quarantième édition du festival Musique sacrée, du 16 mars au 4 avril, est placée sous le signe de l'allégresse.

Les belles affiches colorées n'auront pas manqué d'attirer l'œil des Perpignanaïses et Perpignanaïses. Le festival Musique sacrée 2026 est annoncé, il invite à l'« *allégresse* », c'est son nom, pas banal pour la période. L'affiche se veut printanière, une explosion de couleurs.

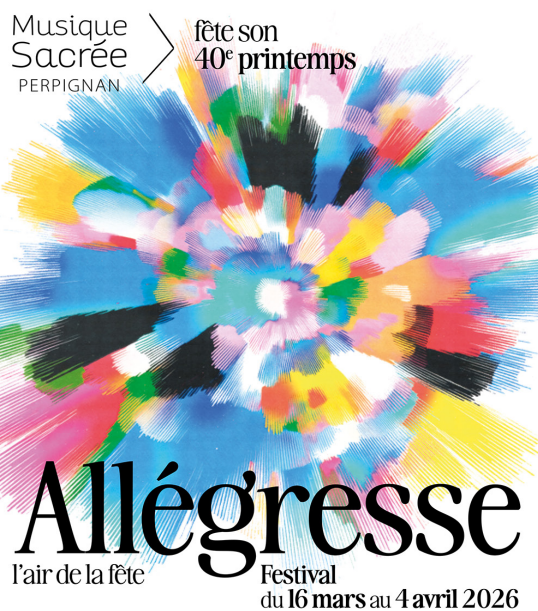
Élisabeth Doms, directrice du festival, a ainsi voulu marquer le 40^e printemps d'une manifestation qui célèbre la musique sacrée vivante. Pour elle, cette musique « *nous entraîne vers un sentiment de paix, de plénitude et de joie.* » Forte d'une fréquentation record en 2025 (10 000 spectateurs), la directrice entend célébrer cet anniversaire en grand, proposant « *des expressions musicales multiples et des rencontres artistiques incroyables* », une belle fête qui se déploiera dans Perpignan deux semaines durant, la première étant axée sur la jeunesse des écoles.

Il faut également noter que la politique tarifaire se poursuit avec 85 % de manifestations gratuites, seuls sont payants les concerts Florilège, de 1 à 26 ou 30€.

Parmi les innovations de cette année, une extension des lieux de spectacle et des artistes déjà venus qui reviennent avec une invitation ou un invité.

Les nouveaux lieux

Benjamin Alard sera au grand orgue de la cathédrale pour un concert *Bach-Mendelssohn* (21 mars).



Infos / Rése : 04 68 66 30 30

mairie-perpignan.fr/Festival_Musique_Sacree f i o

[Dossier de presse]



Un bal trad se tiendra place Gambetta le même jour avec des enseignants et des élèves du conservatoire.

Le festival revient à l'église Saint-Jacques avec le *Chœur de chambre de Perpignan* dirigé par Didier Basdevant (22 mars).

Une lecture musicale est prévue à l'aube (7h) le

4 avril sur la terrasse de la Médiathèque. Enfin, on pourra voir à la Casa Xancho les photos du festival signées Michel Aguilar (du 20 mars au 19 avril).

Les concerts annoncés comme incontournables

Joël Suhubiette et son ensemble *Les éléments* invitent le trio Paul Lay pour Waves of light (27 mars).

Lila Hajosi jeune cheffe dirige pour la première fois l'*Ensemble Irini* avec chanteurs, cornets à bouquin, sacqueboutes (28 mars).

Le clarinettiste Klezmer Yom invite la violoncelliste Camille Thomas pour un concert *Bach-musique Klezmer*.

L'Archipel accueillera la compagnie Tempête dirigée par Simon-Pierre Bestion pour le spectacle *Obsession* dans une scénographie lumineuse et des musiques d'Arvo Pärt et Philipp Glass (31 mars).

Floriane Hasler et l'ensemble Caravansérail dirigé par Bertrand Cuiller proposeront *Vers la paix, les cantates pour voix d'alto* de Jean-Sébastien Bach (2 avril).

Sans oublier les moments de spectacles et convivialité au village du festival, les spectacles jeune public (Les pousses du festival), les rencontres et lectures...

Nicole Gaspon

Infos et réservations : 04 68 66 30 30 ; mairie-perpignan.fr/Festival_Musique_Sacree



Le clarinettiste Klezmer Yom, la violoncelliste Camille Thomas.



Duo Ananda- Pierre



Los pasos perdidos - La Rerole

Où sortir ?

Perpignan

El Mediator | Dimanche 15 mars à 18h |

Bernard Allison | 22€/réduit 19.8€. Jeudi 19 mars à 20h30 | Musique - **Grandma's Ashes + Kicks** | 2€.Institut Jean Vigo | Mardi 17 mars à 19h | Projection - **Ali Farka Touré avec Ségolène Alex de Jazzèbre** | 7€/réduit 5€. Vendredi 20 mars à 19h | Projection - **Les hommes du président** | 7€/réduit 5€.Palais des congrès | Samedi 14 mars à 18h | Musique - **Requiem de Mozart** | 7€/réduit 5€.

Alénia

Salle Marcel Oms | Samedi 14 mars à 20h30 | **Sans modération** | 12€/réduit 6€. Vendredi 20 mars à 18h30 | **PP Project** | 5€/1€ accompagnant.

Cabestany

Centre Culturel | Vendredi 13 mars à 20h30 | Théâtre - **Le papier peint jaune** | 12€.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Jeudi 19 mars à 20h30 | Théâtre - **Tartuffe** | 19€/réduit 15€/jeune 8€. Vendredi 20 mars 18h30 | Le printemps de Canet - **hommage à Charles Aznavour** par JM. Dermesropian | à 20h - **repas sur place** | à 21h30 - **Piaf par Stéphanie Paname**. Samedi 21 mars 18h30 | **le quintet LCB chante Brassens** | à 20h - **repas sur place** | à 21h30 concert **Barbara / Moustaki, destins croisés** par Corine Chabaud. *Dimanche 22 mars* | à 16h30 - **Carte blanche à JS. Bressy, Jo Labita et Anne-Marie Brun** | à 18h - **Concert Nougaro, ses démons et ses anges** par Jacques Raulet accompagné par Théo Farand | à 20h - soirée de clôture en musique avec les artistes du festival | Réservations - helloasso.com/printemps de canet Billetweb.fr

Céret

Salle de l'Union | Vendredi 13 mars à 20h30 | Concert en hommage à Valérie Duchâteau - **Concierto Andaluz** pour 4 guitares de Joaquín Rodrigo | 15€.

Le Boulou

Complexe des Echards | Samedi 14 mars à 21h | Représentation théâtrale - **La cliente** par la troupe des Tréteaux Stéphanois | 12€. Samedi 21 mars à 19h30 | **Gala du Cœur** | 20h (ouverture des portes 19h30) 5€ + 1 don / Gratuit - 3 ans / Tout Public. 06 12 50 22 46 - Billetterie association-univers-danse.s2.yapla.com/fr/event-103639.

Rivesaltes

Palais des fêtes | Vendredi 20 mars à 20h30 | **Week-end celtique** | 10€/enfant 5€. Samedi 21 mars à 18h | Musique folk irlandaise - **Duo Hylia** | 10€/enfant 5€.

Saint-Estève

Théâtre de l'étang | Vendredi 13 mars à 20h30 | Concert - **Jérémy Frérot** | 55€/51€/47€.

Alénia

Droits des femmes

La saison culturelle d'Alénia a participé à la quinzaine des Droits des femmes avec plusieurs initiatives dont deux spectacles les 7 et 8 mars.

Le collectif « *Textes en mouvement* », né de diverses conversations et réflexions avec les femmes qui se battent pour s'extirper des violences conjugales, a proposé de leur donner la parole sur un plateau. C'est l'aboutissement d'un long chemin souvent douloureux où ces femmes ont accepté de se mettre à nu, d'écrire, de verbaliser et de se présenter devant un public. Le résultat est à la hauteur des ambitions des initiateurs. Une mise en espace chorégraphiée

avec quatre femmes qui vont tour à tour raconter avec leurs mots et leur corps les violences subies et le long chemin de la reconstruction. La tonalité est juste, sensible sans pathos, des histoires singulières et communes pourtant, un vrai travail artistique qui met en distance les immenses douleurs tout en faisant vibrer au fond de chacun la part d'humanité qui l'emportera à la fin. Un témoignage pur et ancré dans la réalité. Ce sont leurs vérités, leurs voix et finalement une seule et unique voix, celle de toutes les femmes aux prises avec les violences conjugales, celle de leur combat, de leur souffrance, de leur courage.

La Guia feminista

Le 8 mars, c'est la compagnie Encima qui a proposé *La guia feminista* adaptée de l'ouvrage de Ana Pola et Eva Palomar. Sous la forme d'un magazine télévisuel transfrontalier, donc bilingue catalan-français, trois animateurs vont passer en revue tous les thèmes machistes, masculinistes, sexistes du modèle patriarcal. Dans un rythme coup de poing avec un humour décalé, le public va revisiter depuis la préhistoire jusqu'à nos jours tous les contes et balivernes que nous reproduisons depuis la nuit des temps. Beaucoup de croyances ou stéréotypes sont battus en brèche pour bâtir un monde où les droits de chaque personne, quelle que soit son identité, sont pleinement respectés et protégés. Un combat pour la liberté, l'égalité et la dignité. Un beau moment d'intelligence collective. Chapeau les artistes !

Jacques Pumaréda

66% DE RÉDUCTION D'IMPÔT !

Grâce à notre partenariat avec Presse et Pluralisme, association d'intérêt général, vos dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 66% du montant versé.



LE TRAVAILLEUR CATALAN

☐ Je fais un don de [] [] [] [] [] [] [] [] € au profit exclusif du
et je libelle mon chèque à l'ordre : **presse et pluralisme**
Opération Le Travailleur Catalan
à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :
Nom : Prénoms :
Adresse :

Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !

Je fais
un don



<https://dons.presseetpluralisme.fr/le-travailleur-catalan/>

Un grand merci à toutes celles et ceux qui font un don ! Votre soutien est précieux et nous aide à avancer chaque jour un peu plus vers nos objectifs.

André Cazalis 100€ - Clément Rio 50€ - Ghislaine Zaparty 50€ - Noëlle Canadell 100€ - Juliette Bazile 50€ - Nicole Rius-Markovitch 100€ - Roger Semper 50€ - Jacques Issorel 100€ - ...

Jean-Noël Barrot poursuivi devant la Cour de justice de la République ?

À travers un signalement transmis au procureur général de la Cour de cassation, un collectif de juristes accuse le ministre des Affaires étrangères de « diffusion de fausse nouvelle ».

L'Association des juristes pour le respect du droit international (Jurdi) a transmis au procureur général de la Cour de cassation, Rémy Heitz, un signalement visant la diatribe prononcée par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, à l'encontre de la rapporteuse spéciale de l'ONU, Francesca Albanese, le 11 février 2026 devant les députés. À l'origine de cette affaire, une question de la députée macroniste Caroline Yadan qui dénonçait fallacieusement des propos de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU, qui aurait qualifié Israël d'« en-

nemi commun de l'humanité ». Jean-Noël Barrot s'est alors lancé dans une dénonciation de propos « outranciers et coupables », qui « n'appellent qu'une seule réponse : sa démission ». Seul problème, et le ministre avait tous les moyens de le vérifier, Francesca Albanese n'a jamais tenus de tels propos.

En reprenant à son compte la dénonciation de Caroline Yadan, il a donc délibérément relayé devant la représentation nationale des mensonges. Mensonges qui ont suscité une puissante vague d'indignation, plus de 150

anciens diplomates, ministres, parlementaires européens exigeant de Jean-Noël Barrot des « mesures correctives » et un millier de chercheurs de diverses nationalités réclament de sa part « des excuses publiques ».

Et si par la suite, Jean-Noël Barrot a maladroitement rétropédalé, le délit de « diffusion de fausse nouvelle », n'en est pas moins constitué. Au procureur général Rémy Heitz, d'examiner les arguments avancés par Jurdi et décider de ce qu'il en fait.

R. G.

International

L'Espagne joue la carte de la paix mondiale

Depuis le début de la gouvernance de gauche en Espagne, à chaque fois qu'une grande puissance utilise son armada en multipliant les agressions armées, la réaction de son Premier ministre, Pedro Sánchez, est claire : il condamne le recours à la guerre.

Le gouvernement espagnol, en condamnant la guerre menée par les États-Unis et Israël, est aujourd'hui cohérent. Il s'est engagé pour la reconnaissance du peuple palestinien, comme hier contre l'intervention musclée des USA en Irak en 2003. Même réaction dans la dénonciation des soixante-deux conflits qui embrasent le monde. L'Espagne ne veut pas se laisser emprisonner par une conception de la géopolitique qui remet en cause les principes du droit international. Elle est encouragée par une réactivité populaire dynamique, comme on a pu le constater, avec les manifestations de masse dans plus de quarante villes espagnoles, le 20 novembre 2025, contre le génocide palestinien.

Le croisement des comportements

Comment expliquer cette différence entre ce que nous vivons en France et ce qui se passe en Espagne ? Nous partons d'une histoire différente. L'Espagne a connu quarante ans de fascisme après la Retirada. Depuis qu'elle est sortie de l'hiver franquiste, le processus de démocratisation lui a permis de s'ouvrir, de respirer et de faire du neuf à tous les niveaux. Elle a quasiment rattrapé son retard de développement en décalage avec la France et les principaux pays développés de l'UE. En ne suivant pas le chemin du surarmement que nous subissons en France, elle a prouvé qu'on peut remettre en cause le crédo austéritaire récur-

rent imposé par la Commission européenne. Contrairement à la France, elle a régularisé des centaines de milliers de migrants. Autre donnée, l'Espagne a été un pays d'immigration et elle sait ce que cela veut dire. Son passé colonial est plus ancien et n'est pas vécu avec nostalgie, comme on peut le constater dans un certain inconscient collectif français. Autre spécificité, elle a été longtemps le réceptacle de l'armada américaine, et ce depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il semble qu'elle se sente lassée de ce boulet même si elle n'a pas fait le pas de sortir de l'OTAN où elle fait figure de mouton noir. Enfin, l'Espagne n'est pas marchande d'armes comme la France, en première place européenne.

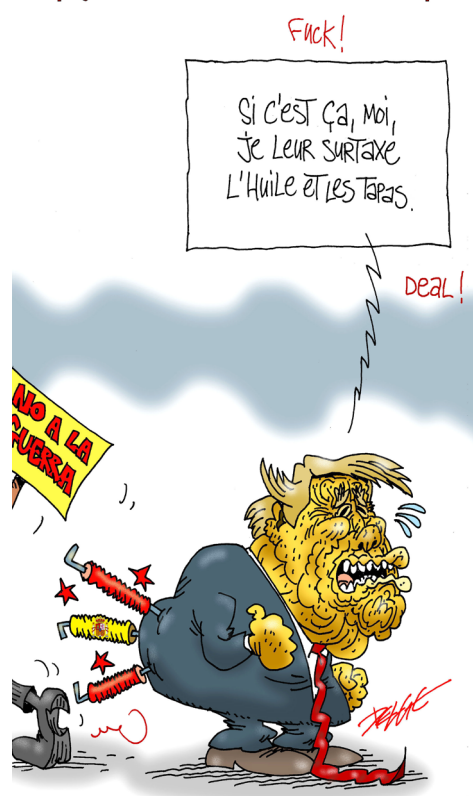
Le courage politique malgré la fragilité

Pedro Sánchez est socialiste. À l'opposé des socialistes français, il n'a pas hésité à prendre comme ministre du Travail une communiste, Yolanda Diaz, avec des conséquences positives pour le monde du travail. Sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, l'Espagne apparaît comme une exception à la règle d'une Europe repliée qui semble ne vouloir briller que pas sa capacité à concurrencer l'armada étatsunienne, avec tous les sacrifices et les dangers que cela comporte. Ce que l'on peut espérer, c'est que l'Espagne progressiste tienne le coup, autant contre les chantages du sinistre Donald Trump que contre une droite extrémisée qui gère la quasi-totalité des ré-

gions hormis la Catalogne et le Pays basque. Elle peut aussi donner à réfléchir à ceux qui, en France, ont tendance à rester figés dans la sidération et le repli en acceptant ainsi un existant gris en passe de noircir.

Yvon Huet

L'Espagne sauvera-t-elle l'honneur de l'Europe ?





MARS 2026

CONTRE LE CANCER, GRÂCE À VOS DONS

FAISONS VIVRE L'ESPOIR



FAITES UN DON


institut
Curie



UNE JONQUILLE
CONTRE Le cancer .FR

TRUFFAUT


SwissLife


assurance
FACILE

BIODERMA
LABORATOIRES DE RECHERCHE


CFR
Compagnie des Financiers & Riches

france.tv

CANAL+

PUBLIC
SENAT

bien-être
& santé

FEMMES

NOTRE
TEMPS

NOTRE
TEMPS
santé
bien-être

MESDAMES

L'EXPRESS

RMCBFM

RTL

5^e